

TIRS DE MISSILES AMÉRICAINS

Le Pakistan met en garde Washington

Le Pakistan a averti hier que les tirs de missiles américains dans le nord-ouest de son territoire risquaient de provoquer une vague de violences, dans une nouvelle protestation adressée au chef du commandement central américain, le général David Petraeus.

Le président pakistanais Asif Ali Zardari a qualifié de «contre-productives» ces frappes, en recevant le général Petraeus, nouveau chef des opérations américaines en Afghanistan et en Irak.

Lors d'un entretien au ministère de la Défense, le Pakistan a également souligné que «les fréquentes attaques menées par des drones pourraient générer des sentiments anti-américains et provoquer une vague d'indignation et de violence parmi la population», selon un communiqué du ministère. «Les attaques

menées par des drones, qui se poursuivent sur notre territoire et provoquent la perte de vies et de biens, sont contre-productives et difficiles à expliquer de la part d'un gouvernement démocratiquement élu», a déclaré, de son côté, le président Zardari, selon un communiqué publié après la rencontre.

«Elles créent un défaut de crédibilité», a-t-il ajouté. Le 29 octobre, l'ambassadeur américain à Islamabad, Anne Patterson, avait été convoquée au ministère des Affaires étrangères, où une protestation lui

avait déjà été adressée. Depuis le 13 août, 18 frappes menées par des drones et attribuées aux forces américaines déployées en Afghanistan ont visé des repaires supposés des talibans et combattants liés au réseau Al-Qaïda dans les zones tribales du nord-ouest du Pakistan.

Ces régions, selon Washington et Kaboul, servent de bases arrière aux insurgés pour lancer des attaques sur le sol afghan contre les forces internationales. Le Pakistan a protesté en vain, à de nombreuses reprises, contre ces frappes, dont les dernières ont tué 32 insurgés, selon des responsables pakistanais, le 31 octobre.

Le général Petraeus, ancien chef des forces de la coalition en Irak, a pris ses nouvelles fonctions vendredi et

a réservé au Pakistan sa première visite en tant que chef du Commandement central américain.

Lors des entretiens avec le ministre de la Défense, Chaudhry Ahmad Mukhtar, les deux côtés «ont souligné la nécessité d'une coopération accrue afin d'éliminer les racines du terrorisme», selon le ministère.

La situation à la frontière pakistano-afghane a notamment été abordée, ainsi que la lutte contre les groupes insurgés installés dans cette région.

Le Pakistan a souhaité, comme moyen de lutter contre l'extrémisme, «l'assistance de la communauté internationale» pour l'aide au développement des zones tribales, passant par la création d'emplois et la lutte contre la pauvreté, selon le communiqué.

ÉGYPTTE

Découverte de 13 tunnels destinés à la contrebande vers Gaza

Treize tunnels utilisés pour la contrebande entre l'Egypte et la bande de Gaza ont été découverts ces quatre derniers jours après les pluies torrentielles qui se sont abattues sur la région, a indiqué, hier, un responsable des services de sécurité égyptiens.

Les passages souterrains, dont trois se sont effondrés, se trouvaient au niveau de la porte de Salaheddine à Rafah, ville à cheval sur le territoire palestinien et l'Egypte, a-t-il ajouté.

«Les tunnels seront détruits ultérieurement», a-t-il poursuivi.

Israël et les Etats-Unis ont souvent accusé l'Egypte de ne pas lutter suffisamment contre la contrebande de marchandises et de carburant et le trafic d'armes vers Gaza.

Le Caire rejette les critiques et annonce régulièrement découvrir et détruire des tunnels.

Le responsable égyptien a, en outre, indiqué que le terminal de Rafah ouvrirait aujourd'hui mardi pour trois jours, afin de permettre aux Palestiniens bloqués en Egypte de regagner la bande de Gaza et aux étudiants ainsi qu'aux personnes malades et aux détenteurs de passeports étrangers de faire le trajet inverse.

Le terminal de Rafah, qui relie l'Egypte à la bande de Gaza, est fermé quasiment en permanence depuis l'enlèvement en juin 2006 d'un soldat israélien lors d'une attaque menée par des groupes palestiniens dont celui du Hamas, à la lisière de la bande de Gaza.

Israël impose à la bande de Gaza un blocus depuis juin 2007, après un coup de force du mouvement islamiste Hamas contre le Fatah, le parti du président Mahmoud Abbas.

Ce blocus avait été renforcé en janvier 2008 pour riposter aux tirs de roquettes palestiniennes contre Israël. Mais depuis juin, il a été allégé après l'entrée en vigueur d'une trêve des violences entre le Hamas et Israël.

AFRIQUE DU SUD

Scission de l'ANC : le nom du nouveau parti déposé hier

Les dissidents du parti ultra-majoritaire depuis la chute de l'apartheid en Afrique du Sud devaient déposer hier le nom de leur formation, le Congrès démocratique de l'Afrique du Sud (Sadec).

«Nous enregistrons le nom aujourd'hui (hier, ndlr)», a déclaré à l'AFP une porte-parole du mouvement, Palesa Morudu. Un groupuscule a déposé les droits sur cet acronyme l'année dernière mais la dissidence est en négociation pour transférer le nom, a précisé M^{me} Morudu.

«Nous ne prévoyons pas une grande résistance. Nous sommes convaincus de pouvoir enregistrer le nom aujourd'hui», a-t-elle ajouté.

Samedi, des milliers de dissidents du Congrès national africain (ANC), le parti issu de la lutte contre le régime ségrégationniste blanc ultra-majoritaire au Parlement, ont adopté une résolution jetant les bases d'un programme pour la nouvelle formation, qui doit être créée le 16

décembre. La scission, qui intervient à quelques mois des élections générales de 2009, a été précipitée par la décision du comité directeur de l'ANC, fin septembre, de révoquer le chef de l'Etat Thabo Mbeki, sur fond de luttes intestines. Les analystes prédisent que le nouveau parti pourrait devenir une force majeure défiant la mainmise de l'ANC sur la politique sud-africaine depuis les premières élections multiraciales en 1994.

L'ANC avait dès la semaine dernière saisi la justice pour prévenir l'utilisation d'une désignation trop proche de la sienne, notamment SANC, qui avait été évoqué pour Convention nationale d'Afrique du Sud. Mais le parti a indiqué hier ne pas s'opposer à l'acronyme Sadec. Le

nom a été conçu pour refléter «les valeurs démocratiques énoncées dans notre Constitution, qui seront au cœur de notre plateforme», a expliqué la dissidence dans un communiqué.

Emmenés par l'ancien ministre de la Défense Mosiuoa Lekota, les dissidents ont appelé à un «dialogue politique transparent» et rappelé le droit à la libre expression, qu'ils estiment mis en cause par la direction de l'ANC. Ils ont élevé au rang de leurs priorités l'élection du président de la République au suffrage universel direct et non plus par le Parlement.

Mais ils nient vouloir servir les intérêts du président évincé, qui n'était pas présent à l'assemblée de samedi.

«Nous ne faisons pas cela pour ou avec Thabo Mbeki», a affirmé hier l'ex-Premier ministre de la riche province du Gauteng, Mbhazima Shilowa, qui a démissionné de son poste et de l'ANC pour

soutenir l'initiative. «Il n'est pas impliqué dans le mouvement, il n'est pas l'un de nous», a-t-il ajouté.

PUBLICITE



Hédo Spécialisé en économie

Société de Publicité et communication

Edition et audiovisuel

Vous êtes cadres, étudiants(es), chômeurs

pour la 1^{ère} fois en Algérie

Cycle de **Formation Agent Commercial**



Formation

- Durée 03 mois
- par correspondance
- choix de la langue (arabe ou français)
- 5 Modules

Debut de la Formation

01

Décembre

Dossier

- (01) photo
- Copie légalisée de C.N.I ou P.C
- Extrait de naissance
- Copie de talon de versement

Frais de la Formation **3800** DA

Versement ccp Eurl ALLpub

N°7738843 clé 93

Envoyer Dossier à : **Eurl ALLPUB**
Centre des affaires
08 Rue Saïd Guendour
Sd. Mohamed Alger 16 208

Dépos. du Dossier : **Eurl ALLPUB**
Mais de la presse
Tahar DJAOUT
1er Mai - Alger

Pour Tout renseignement

Tél. 021 67 49 50 - Mob. : 0791 73 37 45

RD CONGO

Couvre-feu dans la ville de Goma menacée par les rebelles

Les autorités de la province du Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), ont décrété un couvre-feu dans la capitale provinciale Goma, menacée par les rebelles qui sont postés à une quinzaine de kilomètres, a-t-on appris hier de source officielle.

«Je confirme l'instauration d'un couvre-feu sur toute l'étendue de la ville de Goma pour mieux contrôler les mouvements nocturnes et matinaux de la population», a déclaré le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, joint au téléphone par l'AFP. Le couvre-feu, en vigueur depuis dimanche, est valable de 23h à 5h.

Les rebelles de Laurent Nkunda sont aux portes de la ville depuis mercredi après avoir

infligé une cuisante défaite à l'armée. Ils ont décrété depuis un cessez-le-feu qui semble globalement respecté. En milieu de semaine, Goma avait été le théâtre de pillages, perpétrés notamment par des militaires en fuite, selon des sources concordantes.

Hier, l'activité était normale dans la ville où les magasins étaient ouverts, a constaté un journaliste de l'AFP. Laurent Nkunda a menacé de chasser le gouvernement congolais s'il n'engage pas des négociations directes, ce que Kinshasa a refusé hier. Le chef rebelle, qui appartient à la communauté congolaise tutsie, demande notamment le «rétablissement de la sécurité» avec la «traque» des rebelles hutus rwandais, qui représentent une menace pour les Tutsis, et la mise en place d'une forme de fédéralisme en RDC.